



ÉCOLE INTERNATIONALE DES FORCES DE SECURITE CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION

NOTE D'ÉCLAIRAGE

N° 24 janvier 2024

Comprendre le retrait des États sahéliens de la CEDEAO à la lumière des souverainismes et du militaro-populisme

Introduction

Depuis la militarisation du champ politique ouest-africain, il n'y a pratiquement plus à la surface de l'Afrique subsaharienne francophone (ASF) de pays qui ne justifie la légitimité du pouvoir politique autrement que par la référence au souverainisme, gage de l'indépendance. Le souverainisme qui fait florès dans les discours politiques et sature l'espace médiatique africain est de facture marxiste-révolutionnaire. Cette trajectoire idéologique est ancrée dans une dynamique révolutionnaire alternative qui prône la rupture soudaine et radicale avec l'ordre politique et social existant¹, et à défaut en récupérant davantage de souveraineté nationale². L'usage politique du souverainisme tend à créer une nouvelle unicité abstraite capable de surmonter les différences égoïstes qui habitent le corps social et les écarts structurels qui existent entre les États. Le

souverainisme est même devenu la boussole du réarmement moral des démocraties africaines et le talisman des régimes autoritaires. La cause de son expansion et de son succès africain est fortement dépendante du processus historique de la colonialité et de l'asservissement. Les souverainismes sahéliens travaillent les revendications des militaires qui s'inscrivent dans la tradition sankariste à l'échelon ouest-africain, plaidant pour une « CEDEAO des peuples » où l'autonomie politique des nations est affranchie, préservée et respectée. Les régimes prétoriens qui disent militer pour l'indépendance de leurs États s'opposent ainsi au supranationalisme surplombant de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et aux relents du néocolonialisme français dans la gouvernance politique ouest-africaine. La tension entre le Burkina Faso, le Mali, le Niger et la CEDEAO a conduit les premiers à créer le 16 septembre 2023, l'Alliance des États du Sahel (AES), pour entériner leur position de retrait de la superstructure sous-régionale. Mais le souverainisme qui s'applique dans le cadre de cette analyse pour mieux claquemurer les

¹ Marcel Nsioza (1995), « Réflexion sur la contribution du sankarisme à une idéologie moderne de la révolution », thèse de doctorat, université de Paris II, 1995.

² Thomas Guénolé (2022), « Théorie générale du souverainisme », *Le Souverainisme*, Paris, Que Sais-Je ? pp.3-16.

pouvoirs militaires hors de la CEDEAO, est soupçonné de nationalisme ronflant, de repli sur soi, de frilosité, de fragilité, de chantage politique et de falsification des objectifs intégrationnistes.

La CEDEAO à l'épreuve du mythe souverainiste de l'AES. Entre création d'une communauté de sécurité et culture accusaionniste de l'extranéité

Deux options sont envisagées pour comprendre comment la logique souverainiste s'impose comme un catalyseur émotionnel et affectif à la faveur des régimes militaires.

En premier lieu, en portant sur les fonts baptismaux l'AES, cette communauté alternative³ est la conséquence d'une situation d'isolement diplomatique, politique et de sanctions économiques qui a amené les pouvoirs militaires des pays concernés à réfléchir sur les voies de contournement d'une crise multidimensionnelle et d'envisager les perspectives qui s'offrent à eux dans une zone « en passe de devenir un sanctuaire de groupes terroristes »⁴. Réunis sous la bannière de l'AES en tant que pari sécuritaire⁵, les trois régimes issus de putschs accusent la CEDEAO de n'avoir apporté « aucune assistance dans leur lutte contre le terrorisme »⁶. Cette nouvelle architecture vise à formaliser une base légale d'assistance mutuelle et organiser un système de défense collective en référence à la zone dite des « trois frontières », où se concentre la menace djihadiste. L'AES est la réponse institutionnelle d'une préoccupation sécuritaire

à l'échelle communautaire dont l'antiterrorisme est devenu le porte-étendard du projet confié à l'Alliance. En rangs serrés, les militaires se sont engagés dans la promesse d'une coopération accrue de leurs forces à combattre en commun le terrorisme sous toutes ses formes⁷. Outre ses compétences transversales qui ont vocation à s'étendre au développement économique et infrastructurel, les pays membres de l'Alliance dont les forces de sécurité sont régulièrement frappées par des groupes terroristes, ont décidé de mutualiser leurs moyens de renseignements et leurs capacités militaires opérationnelles pour faire face à la situation sécuritaire. Totalisant près de 100.000 hommes, les pouvoirs militaires espèrent vaincre le djihadisme là où d'autres partenariats ont échoué⁸. Pour illustration, le 24 septembre 2024, la télévision d'État burkinabé a fait état d'une « coordination parfaite » entre des hélicoptères d'attaque burkinabés et des vecteurs (aériens) nigériens », ayant permis d'« anéantir une colonne » djihadiste de plus de 100 motos le long de la frontière nigérienne⁹.

Toutefois, l'AES est un hologramme ou une reproduction caricaturale de l'Autorité pour le développement intégré des États du Liptako Gourma (ALG) mise sur pied en 1970 pour lutter contre l'insécurité dans cette zone à cheval sur leurs trois frontières. Court-circuitée auparavant par la création du *G5 Sahel*¹⁰, cette initiative en septembre 2023, avait également été ignorée et fragilisée par les nouvelles autorités militaires qui l'ont érigée en Alliance avec la prétention de la vider de sa substance intégrationniste. L'éclatement de la sous-région sahélienne en plusieurs communautés de sécurité pourrait également aiguïser les tensions politiques de la multi-appartenance institutionnelle et affaiblir par la même occasion les stratégies de lutte

³ Damien Glez, « Mali-Burkina Faso-Niger : de la scission à la fédération ? », article de presse en ligne, 16 février 2024, consulté le 18 février 2024, <https://www.jeuneafrique.com>.

⁴ David Rich, « Mali, Niger et Burkina Faso quittent la Cédéao : les transactions démocratiques "enterrées" », article de presse en ligne, 02 février 2024, consulté le 4 février 2024, <https://www.france24.com>.

⁵ Le Monde avec AFP, « L'Alliance des États du Sahel, pari sécuritaire et acte de défiance diplomatique », article de presse en ligne, 14 décembre 2023, consulté le 15 février 2024, <https://www.lemonde.fr>.

⁶ Présidence de la République du Niger, Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie, Communiqué conjoint du Burkina Faso, de la République du Mali et de la République du Niger, 28 janvier 2024.

⁷ Le Monde avec AFP, « L'Alliance des États du Sahel, pari sécuritaire et acte de défiance diplomatique », op.cit.

⁸ *Ibid.*

⁹ Morgane Le Cam, « Au Sahel, la multiplication des attaques djihadistes met à mal la propagande des régimes putschistes », article de presse en ligne, 10 octobre 2023, consulté le 16 février 2024, <https://www.lemonde.fr>.

¹⁰ Le Monde avec AFP, « L'Alliance des États du Sahel, pari sécuritaire et acte de défiance diplomatique », op.cit.

contre le terrorisme. Si leur faculté à gagner par eux-mêmes la guerre qui ensanglante le Sahel reste encore à démontrer parce que l'AES escamote toute approche politique de l'insécurité¹¹, force est de constater que les juntes sont engluées dans un terrain sur lequel elles n'ont pas fait mieux que les pouvoirs civils qu'elles ont remplacés¹². Au Sahel, la multiplication des attaques menées par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, affilié à Al-Qaida), le concurrent djihadiste de l'État islamique au Sahel (EIS), contredit brutalement la propagande des putschistes sur la montée en puissance de leurs armées respectives et les place face à leurs promesses non tenues¹³. Les trois officiers au pouvoir avaient évincé leurs prédécesseurs en dénonçant leur impéritie dans la lutte contre les terroristes. Dans ce cas, si les putschistes évitent de communiquer sur les pertes militaires et civiles, les bilans de l'ONG Armed Conflict Location & Event Data Project (Acled) demeurent alarmants¹⁴.

En second lieu, les militaires au pouvoir à Bamako, Niamey et Ouagadougou ont formé une alliance défensive pour opposer un front politique commun aux adversaires de leur entreprise proclamée de restauration d'une souveraineté stratégique malgré des engagements futuribles incertains. En septembre 2023, les régimes burkinabé, malien et nigérien ont scellé leur solidarité sur les plans diplomatique, économique et sécuritaire. L'objectif de l'AES est de maintenir une position de défiance pour s'émanciper de

l'autorité de la CEDEAO, tout en liant ses États membres en cas d'assistance et de secours face à toute agression de l'une des parties prenantes¹⁵. La menace d'une intervention militaire de la CEDEAO au Niger, après le coup d'État du 26 juillet 2023 et la séquestration du président nigérien déchu, Mohamed Bazoum, a semblé accélérer le processus d'union¹⁶. Les diplomates burkinabé et malienne avaient rapidement donné le ton, contestant ouvertement toute tentative de rétablir *manu militari* un retour à l'ordre constitutionnel. L'érection de l'AES sonne à cet effet comme une réponse directe au déploiement armé brandi par la CEDEAO au Niger qui « s'assimilerait à une déclaration de guerre »¹⁷ à leur rencontre et entraînerait *de facto* leur retrait de la CEDEAO¹⁸. Considérée comme un « pacte kaki »¹⁹ selon l'expression de Bakary Sembe, l'AES s'oppose désormais au principe de sécurité collective de la CEDEAO que les pouvoirs transitionnels burkinabé, malien et nigérien perçoivent comme une menace stratégique contre leur légitimité. D'ailleurs, à l'issue d'une double visite du premier ministre nigérien Lamine Zeine effectuée au Mali et au Burkina Faso, du 5 au 7 octobre, permettant notamment un accord avec Bamako pour un approvisionnement de Niamey en produits de première nécessité, le visage civil de launte nigérienne a solennellement déclaré que Niamey « n'oubliera jamais l'engagement du Mali et du Burkina Faso à ses côtés suite aux sanctions illégales et illégitimes de la CEDEAO et aux

¹¹ *Ibid.*

¹² Morgane Le Cam, « Au Sahel, la multiplication des attaques djihadistes met à mal la propagande des régimes putschistes », op.cit.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Selon les statistiques d'Acled, plus de 210 personnes tuées dans des attaques terroristes au Niger depuis le putsch du général Abdourahamane Tiani, le 26 juillet. Au moins 60 soldats, selon plusieurs sources, ont été tués le 2 octobre dans la région de Tahoua (centre) par l'EIS. Au Burkina Faso, plus de 4100 personnes ont péri dans les attaques terroristes depuis celui du capitaine Ibrahim Traoré, en septembre 2022. Près de 5000 personnes sont mortes après la prise du pouvoir par les armes qui a consacré l'arrivée au sommet de l'État du colonel Assimi Goïta en mai 2021.

¹⁵ Le Monde avec AFP, « L'Alliance des États du Sahel, pari sécuritaire et acte de défiance diplomatique », op.cit.

¹⁶ Morgane Le Cam, « Au Sahel, la multiplication des attaques djihadistes met à mal la propagande des régimes putschistes », op.cit.

¹⁷ Romain Sinnes, « L'Alliance des États du Sahel, un tournant dans la sous-région ? », article de presse en ligne, 17 septembre 2023, consulté le 15 février 2024, <https://information.tv5monde.com>.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Ibid.* Bakary sambe est directeur régional du Timbuktu Institute African Center for Peace Studies.

vellités d'agression de l'organisation sous-régionale »²⁰.

Cependant, l'ambition sécuritaire affichée semble évidente mais, selon certains observateurs de la politique africaine, l'objectif réel est ailleurs. D'après Anne Savey, repris par Morgane Le Cam, « même si les juntes ont un intérêt à mettre en avant leur coopération sur le plan sécuritaire et leurs avancées dans ce secteur, car leur légitimité en dépend, l'AES a une visée plus politique que sécuritaire »²¹. Par ailleurs, les pouvoirs militaires ne pouvaient pas se permettre d'ouvrir un autre front militaire en cas d'intervention armée de la CEDEAO au Niger, sachant qu'ils étaient déjà fortement engagés sur d'autres théâtres d'opérations et atrophiés par la dissémination des entreprises terroristes. De même qu'il était difficile d'envisager un renversement de launte nigérienne par la CEDEAO au risque de faire du Niger, relativement épargné par les actes de terreur, le nouveau refuge in-sécuritaire de la sous-région.

La CEDEAO à l'épreuve du militaropopulisme de l'AES. Entre rejet de l'occidentalisation politique et positionnement autocratique du Sud global

La valeur et la légitimité de l'AES sont déterminées par la capacité des régimes militaires à rejeter la politique occidentale.

En premier lieu, la décision de quitter la CEDEAO s'inscrit dans la logique d'une remise en cause de tous les instruments de gestion des conflits forgés, les uns après les autres depuis le début des années 90 et qui ont été jugés inadaptés. Elle a pour but d'affirmer la souveraineté des États sahéliens qui s'est traduite par le départ des forces françaises de *Barkhane* mais aussi européennes de *Takuba*, le retrait forcé du *G5 Sahel*, de la MINUSMA, ainsi que le renvoi des représentants des

résidents des Nations Unies. L'enjeu va bien au-delà de l'intégration économique que poursuit la CEDEAO, inquiète d'une contagion voire d'une normalisation devant la succession des putschs en Afrique de l'Ouest. On s'inscrit dans l'endigement du multilatéralisme bourgeois, de type onusien, européen et à présent continental qu'incarnerait une CEDEAO qui agit par procuration et paralyserait son processus décisionnel. Les dirigeants militaires des trois États mettent habilement en avant la défense de la souveraineté de leur pays²² et la fin de l'ingérence avérée des grandes puissances dans leurs affaires internes. Ceux-ci précisent leur vision de l'« État souverain véritable »²³ capable d'établir lui-même le calendrier et les conditions de sa politique interne et extérieure, à la différence de certains États membres de la CEDEAO qui, depuis longtemps, ont perdu la notion de fierté nationale et voient la souveraineté comme un luxe ou un horizon fuyant. L'AES intervient comme une stratégie de réappropriation de la souveraineté entière du Burkina Faso, du Mali et du Niger qui souhaitent s'affranchir de toute influence ou autre domination extérieure. En remettant en cause un ordre défendu par la CEDEAO, le bloc Bamako-Niamey-Ouagadougou est déterminé à reprendre en main un destin national abandonné selon eux aux étrangers par les pouvoirs civils. L'offre souverainiste est désormais érigée en principal repère céphalique, liturgique et idéologique pour des peuples qui se considèrent comme les marginaux d'un système conspirationniste qui les dépouille de leurs richesses tout en leur imposant des choix politiques. L'AES s'apparente à un bouclier contre la CEDEAO accusée d'être « sous influence des puissances étrangères »²⁴ et à la

²⁰ Morgane Le Cam, « Au Sahel, la multiplication des attaques djihadistes met à mal la propagande des régimes putschistes », Op.cit.

²¹ *Ibid.*

²² Philippe Randrianarimanana, « Retrait du Mali, Burkina Faso, Niger : "La CEDEAO sent que son avenir est en péril" », article de presse en ligne, 30 janvier 2024, consulté le 4 février 2024, <https://www.tv5monde.com>.

²³ Bernard Chappedelaine (2022), « La souveraineté dans la Russie de Vladimir Poutine », in *Politique étrangère*, (IFRI), 3 Automne.

²⁴ Présidence de la République du Niger, Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie, Communiqué conjoint du

solde de l'extranéité politique et stratégique de la France. Une CEDEAO phagocytée par les intérêts exogènes représenterait une « menace pour ses États membres et ses populations dont elle est censée assurer le bonheur »²⁵. Le fait que les pouvoirs militaires aient exigé le départ des troupes et des diplomates français en se tournant vers de nouveaux partenaires, dont la Russie qui s'impose comme l'allié privilégié des pays de l'AES, revêt une forte charge symbolique. Même si des analystes s'interrogent sur l'étendue du soutien que la Russie poutinienne peut fournir, la coalition des États sahéliens agit comme une régionalisation du désaveu de la politique occidentalofrançaise en ASF. D'ailleurs, le capitaine burkinabé Ibrahim Traoré, décrivait le « terrorisme » comme « une manifestation violente de l'impérialisme »²⁶, comme pour désigner l'Occident et la France responsables de la déstabilisation de la zone sahélienne.

En revanche, Omar Alieu Touray, haut responsable de la CEDEAO, relevait avec irritation que ces régimes militaires « usent de rhétorique anticoloniale et de propagande et présentent leurs agissements comme un mouvement de libération »²⁷. Pour l'instant, la cohésion de cette rhétorique souverainiste paie tant qu'elle mobilise encore la population autour d'un tel projet sans toutefois répondre aux besoins en services de base. Certains analystes pensent que l'isolement est difficilement tenable sur la durée, les régimes militaires vont se heurter à cette réalité à un moment ou l'autre²⁸, car comme le souligne le sociologue malien Bréma Ely Dicko : « il y a les discours destinés aux foules »²⁹ qui ne visent qu'à attiser les imaginaires d'hostilités envers la CEDEAO et la France plutôt que de se fonder sur des faits

avérés³⁰. Au-delà de ce qui est analysée comme une énième provocation ou une maladresse de la France, Niagalé Bagayoko ne croit absolument pas à ce réquisitoire énoncé contre la CEDEAO « au motif qu'elle serait une marionnette de la France n'a pas lieu d'être »³¹. Au contraire, la France a toujours eu beaucoup de mal à faire valoir son influence au sein de la CEDEAO majoritairement dominée, voire contrôlée au niveau des mécanismes de décision internes par les pays anglophones et particulièrement le Nigéria et le Ghana³².

En second lieu, l'actualité des élections a toujours été au cœur du bras de fer entre les juntes sahéliennes et l'organisation sous-régionale. Depuis l'irruption brutale des coups d'État en Afrique de l'Ouest, la satrapie militaire dispose d'une toute autre image en ASF. Son discours repose en grande partie sur le projet souverainiste en opposition à la « démocratie dirigée » ou procédurale de la CEDEAO que les maîtres de Bamako, Ouagadougou et Niamey justifient comme un complot ourdi contre la sécurité de leurs pays. Lors d'une interview avec l'ancien journaliste de Radio France internationale (RFI) Alain Foka, après l'annonce du retrait de la CEDEAO, le président du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, a martelé qu'« il faut qu'il y ait un minimum de sécurité pour que, s'il y a campagne, les gens puissent aller partout au Burkina expliquer leurs idées »³³, se gardant bien de fixer un quelconque cap pour de probables élections. Pour légitimer cette démarche, les autorités militaires des trois pays ont organisé le 1^{er} février 2024 des grandes mobilisations populaires de soutien pour

Burkina Faso, de la République du Mali et de la République du Niger, 28 janvier 2024.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Le Monde avec AFP, « L'Alliance des États du Sahel, pari sécuritaire et acte de défiance diplomatique », op.cit.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Philippe Randrianarimanana, « Retrait du Mali, Burkina Faso, Niger : "La CEDEAO sent que son avenir est en péril" », op.cit.

³¹ *Ibid.* Entretien avec Niagalé Bagayoko, docteur en science politique et présidente de l'African Security Sector Network (ASSN).

³² *Ibid.*

³³ David Rich, « Mali, Niger et Burkina Faso quittent la Cédéao : les transactions démocratiques "enterrées" », article de presse en ligne, 02 février 2024, consulté le 4 février 2024, <https://www.france24.com>.

célébrer une « décision courageuse et historique »³⁴ de quitter la CEDEAO. À l'évidence, l'organisation sous-régionale tentait d'obtenir des nouveaux dirigeants des engagements clairs quant à l'organisation d'élections permettant le retour de gouvernement civil au pouvoir. Leur annonce du retrait « sans délai » de la CEDEAO et la création parallèle de l'AES marquent pourtant un net coup d'arrêt à ces houleuses négociations. L'écueil des énoncés militaires fait donc l'impasse sur la dimension démocratique. Or, en démocratie, le souverain c'est le peuple³⁵. Pour Abba Seidik, cité par David Rich, « la tenue d'élections est certes réclamée par les partenaires régionaux et la communauté internationale mais aussi, et il ne faut pas l'oublier, par une partie silencieuse des populations dans ces pays »³⁶, qui évolue dans un contexte où la liberté d'expression s'est considérablement réduite³⁷. En réalité, la sortie sèche de la CEDEAO est l'ultime preuve du refus des militaires d'organiser les élections et de remettre le pouvoir politique aux civils. Les hommes en treillis n'ont aucune intention de se confronter aux résultats des urnes, un sujet jugé secondaire par les militaires au pouvoir dans ces trois pays qui ont érigé le souverainisme et la reconquête du territoire en priorité. Au nom du souverainisme, les militaires rejettent toute idée de la démocratie (refus de transfert du pouvoir au civil) et des droits de l'homme (verrouillage de l'expression opinioniste).

³⁴ Le Monde avec AFP, « L'Alliance des États du Sahel, pari sécuritaire et acte de défiance diplomatique », op.cit.

³⁵ David Rich, « Mali, Niger et Burkina Faso quittent la Cédéao : les transactions démocratiques "enterrées" », op.cit.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Selon David Rich, au Mali, les positions critiques exposent à des campagnes de lynchage en ligne, et c'est encore pire au Burkina Faso où l'on a vu que l'on pouvait être réquisitionné pour critique du pouvoir. À Bamako, quelques rares voix se sont exprimées contre le retrait annoncé de la CEDEAO. Dans un communiqué, la coordination de l'Appel du 20 février qui rassemble des partis politiques d'opposition et des mouvements de la société civile critiques des autorités de transition, a dénoncé une décision « prise sans aucune forme de débat démocratique ».

L'AES s'érige ainsi en une fabrique du nouveau terreau des oligarchies militaires en ASF hostiles à l'ordre démocratique. Le militaropopulisme a phagocyté les trois États sahéliens qui se retirent de la CEDEAO sous forme de chantage, amenant l'AES à agir désormais comme un syndicat de régimes autoritaires qui se serrent les coudes face au danger de la démocratie qui fait vaciller leur légitimité. Marwane Ben Yahmed qui pense que « la démocratie n'est pas le problème. Elle est même la voie à suivre »³⁸, parle quant à lui de « populisme éhonté » pour expliquer les maux que les militaires mettent en avant pour justifier l'injustifiable³⁹. Le directeur de publication de *Jeune Afrique* estime que « ces militaires qui comptent parmi les plus corrompus des nomenclaturas locales, sont plus habiles à surfacturer des contrats d'armement et à imposer leurs commissions qu'à traquer les djihadistes dans la zone des "trois frontières", plus prompts à nommer leurs proches qu'à promouvoir les plus compétents »⁴⁰. Par conséquent, l'AES représente le premier pôle de puissance du Sud global en Afrique. Ce nouvel écosystème politique ouest-africain participe à la recomposition géopolitique des espaces et vit en permanence sous l'ombre de l'influence russe.

Conclusion

Le modèle souverainiste qui travaille les courants militaires et se capillarise en ASF trouve plutôt un écho laudateur auprès des populations africaines qui estiment n'avoir jamais été libres et responsables dans le processus décisionnel de leurs États au plan politique et économique. Au contact de processus historique (colonisation) construit par un ailleurs occidental, les peuples africains francophones pensent être victimes depuis des

³⁸ Marwane Ben Yahmed, « Coups d'État en Afrique : pourquoi la (vraie) démocratie est la solution », article de presse en ligne, 4 septembre 2023, consulté le 7 février 2024, <https://www.jeuneafrique.com>.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*

décennies d'orientations décisionnelles venues de l'Occident et de la France en particulier. À travers le positionnement de dirigeants manipulés et instrumentalisés pour servir des intérêts exogènes, ceux-ci se sentent prisonniers d'un passé colonial et d'un présent néocolonial qui assèchent leurs ressources naturelles tout en leur empêchant de s'épanouir, de se développer et d'assurer leur sécurité. Les politiques comme les militaires tendent donc à mobiliser le souverainisme pour créer éventuellement un corps patriotique et nationaliste, intervenant comme un facteur de consolidation mystique et totémique qui fonde leur politique des ennemis CEDEAO et français. Les juntes sahéennes surfent d'ailleurs sur cette représentation messianique fortement ancrée dans l'imaginaire collectif des populations de l'ASF pour se présenter comme les seuls dépositaires de la souveraineté. Toutefois, au-delà de la convenance des allocutions officielles, les militaires tendent à instrumentaliser le souverainisme qui a fortement investi la communication institutionnelle pour leur pardonner leur responsabilité dans la congruence des violences sociales. Les accents souverainistes dont les pouvoirs prétoriens se parent aujourd'hui ont surtout pour fonction de cacher la grande imprévoyance de leurs décisions et de contenir les colères sociales dans leurs États.

Références bibliographiques et webographiques

BEN YAHMED Marwane, « Coups d'État en Afrique : pourquoi la (vraie) démocratie est la solution », article de presse en ligne, 4 septembre 2023, consulté le 7 février 2024, <https://www.jeuneafrique.com> ;

CHAPPEDELAINE Bernard, « La souveraineté dans la Russie de Vladimir Poutine », in *Politique étrangère*, (IFRI), 3 Automne, 2022 ;

GLEZ Damien, « Mali-Burkina Faso-Niger : de la scission à la fédération ? », article de presse en ligne, 16 février 2024, consulté le 18 février 2024, <https://www.jeuneafrique.com> ;

GUÉNOLÉ Thomas, « Théorie générale du souverainisme », *Le Souverainisme*, Paris, Que Sais-Je ? pp.3-16, 2022 ;

LE CAM Morgane, « Au Sahel, la multiplication des attaques djihadistes met à mal la propagande des régimes putschistes », article de presse en ligne, 10 octobre 2023, consulté le 16 février 2024, <https://www.lemonde.fr> ;

Le Monde avec AFP, « L'Alliance des États du Sahel, pari sécuritaire et acte de défiance diplomatique », article de presse en ligne, 14 décembre 2023, consulté le 15 février 2024, <https://www.lemonde.fr> ;

NSIZOA Marcel, « Réflexion sur la contribution du sankarisme à une idéologie moderne de la révolution », thèse de doctorat, université de Paris II, 1995 ;

Présidence de la République du Niger, Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie, Communiqué conjoint du Burkina Faso, de la République du Mali et de la République du Niger, 28 janvier 2024 ;

RANDRIANARIMANANA Philippe, « Retrait du Mali, Burkina Faso, Niger : 'La CEDEAO sent que son avenir est en péril' », article de presse en ligne, 30 janvier 2024, consulté le 4 février 2024, <https://www.tv5monde.com> ;

RICH David, « Mali, Niger et Burkina Faso quittent la Cédéao : les transactions démocratiques 'enterrées' », article de presse en ligne, 02 février 2024, consulté le 4 février 2024, <https://www.france24.com> ;

SINNESS Romain, « L'Alliance des États du Sahel, un tournant dans la sous-région ? », article de presse en ligne, 17 septembre 2023, consulté le 15 février 2024, <https://information.tv5monde.com>.

Equipe technique et scientifique

Supervision générale :

Général de Brigade **BITOTE André Patrice**, Directeur Général de l'EIFORCES, assisté du Commissaire Divisionnaire **OYONO Cécile née THOM**, Directeur Général Adjoint.

Coordination scientifique :

Commissaire Divisionnaire, Docteur **PASSO SONBANG Elie**, Chef du Centre de Recherches et de Documentation.

Coordination technique :

Commissaire de Police Principal, **TCHUENDEM SIMO Rosyne Arlette, épouse NOUNKOUA**, Chef des Laboratoires de Recherche du Centre de Recherche et de Documentation.

Collaboration :

Dr Alex Renaud ONDOA, Chercheur au Laboratoire d'Analyses des Dynamiques Internationales et Géopolitiques (LADIG), Université de Yaoundé II
M. NJIFON Josué, Chef service traduction et interprétariat de l'EIFORCES.